

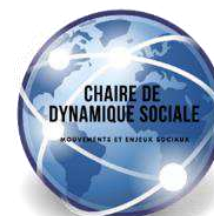
CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale
des Dynamiques Sociales



M.E.S., n°146
Janvier - Février 2026



SOMMAIRE

- Régine Nambuwa Bila Lenge, *Le travail de la femme : un instrument de domination masculine*.....1
- Léonard Kiyala Mandolo, *Droits et obligations des parties pendant la suspension du contrat de travail en cas d'incarcération du travailleur pour faits privés en droit du travail congolais*.....15
- Oscar Lowenga La Wemboloke, « Amsoria » de Lilia Bongi : *une analyse imagologique de la femme exilée*.....21
- Lauraine Mabalakote Mburaswa, *Les femmes congolaises face aux normes internationales des droits humains*.....27
- Eric Zabwa Nanga, *L'obligation de vigilance du dirigeant social : de la morale managériale à la responsabilité juridique en droit congolais harmonisé*.....35
- Bijou Mayasi Nzongo, *Rivalités linguistiques et recomposition des hégémonies culturelles : étude comparée des dispositifs d'influence de l'anglais, du mandarin et du français dans les espaces éducatifs africains*.....43
- Faria Matondo Kumfumu, *Renforcement des capacités en suivi-évaluation axé sur les résultats : identification des besoins et développement d'un plan de formation. Cas de la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (SSEF) 2016-2025*.....53
- Samuel Zebuandra Mandugba, Samuel Nyaku Aribho, *La violence armée comme instrument stratégique d'acquisition et de consolidation du pouvoir politique en RD Congo : analyse politico-historique des parcours des seigneurs de guerre en Ituri*.....67
- Blaise Kediangolo Ayoka, *Penser la fonction gouvernementale de la Cour constitutionnelle congolaise au prisme de la technique d'injonction*.....75
- Jean - Marcel Disashi – Omole, *Analyse de la soutenabilité de la dette publique par l'approche de la balance des comptes courants*.....83
- Dieudonné Diabena Ngalamulume, *L'interprétation normative comme fondement de l'exercice de la fonction législative du juge constitutionnel congolais*.....100
- Paul Avoki Bamba, *Le rôle des Eglises chrétiennes dans la consolidation démocratique en RD Congo : entre médiation politique et mobilisation sociale de 1990 à 2024*.....109
- Paul Oleko W'oleko, *Portée de la compétence générale et de l'institution supérieure de contrôle de l'Inspection Générale des Finances et de celle de la Cour des comptes dans le contrôle des finances de l'Etat*.....115
- Thomas Lofaka Is'a-Mboyo, *Réformes fiscales et lutte contre la fuite des capitaux en République Démocratique du Congo : vers une mobilisation efficace des ressources internes*.....123
- Paul Bindu Musambali, *Redynamisation du secteur minier extraverti comme levier de l'industrialisation, de la diversification et de la création de la valeur ajoutée de l'économie congolaise*.....129
- Robert Odimba Osepe, *Le régime semi-présidentiel en République Démocratique du Congo : entre équilibre théorique des pouvoirs et dérives hyperprésidentielistes*.....137
- Francisco-Rida Kutunga Nijikap, J. Mbambu Pasiyikala, Nadine Ngalinion Yalibi, *Enjeux et fondements de l'éducation relative à l'environnement : cadre théorique, méthodologies innovantes et applications contextuelles en Afrique subsaharienne*.....145

- Laure Khengi Akiasa, Emmanuel Biey Makaly, *Analyse du potentiel écotouristique et des défis de développement local en République Démocratique du Congo : cas de la grotte de Dimba*.....163
- Déborah Lekiar Ngaa, *Droit disciplinaire pénitentiaire et droit pénal : zones de convergence et de conflit*.....171
- Pierrot Kakesa Kibady, Jean - Pierre Topo Igbombisa, *Travail d'appoint des élèves scolarisés de la sous-province éducationnelle de Mont-Ngaliema 1 et le rendement scolaire*.....177
- Ali Dele Kibango, *Performance comme facteur de migration de la Société Nationale d'Electricité Sa (SNEL SA) dans l'entreprise-industrie*.....185
- André Otole Ombeka, *Difficultés d'application du principe de la présomption d'innocence dans la pratique judiciaire en RD Congo : études sur l'interpellation d'Honorine Porsche, présumée impliquée dans le braquage de la Rawbank*.....193
- Vanessa Dekossago Mpingali, *Question de la nullité du contrat en matière d'assurance*.....199
- Eric Zabwa Nanga, *Le flou normatif de la responsabilité pénale des dirigeants sociaux dans l'espace OHADA*.....207
- Prince Leta Katumba, *Impact des multiplicateurs budgétaires sur l'activité économique en République Démocratique du Congo : une analyse fondée sur un modèle B-SVAR*.....215
- Marthyns Masunguna Sanga, *Renforcement du contrôle parlementaire dans la budgétisation sensible au genre en Afrique francophone*.....231
- Josès Ndong Kapongo, Emmanuel Biey Makaly, *Vers un modèle de tourisme mémoriel durable en RD Congo : conditions d'intégration des mausolées kinois dans la chaîne de valeur de l'écotourisme*.....239
- Clément Muya Ntumba, *Programmes du FMI et performances économiques en République Démocratique du Congo (1980-2023)*247
- Delly Tshioma Katata, Joseph Mukendi Muanantambue, *Quête congolaise d'un nouveau leadership dans la sous-région des Grands - Lacs africains*.....255
- Guillaume Ebuma Mbok'ebe, *Election présidentielle de 2011 en RD Congo. Un élan raté*.....261
- Eugène Blaise Mvumbi Bamueneko, *Le regard réflexif sur la traite négrière à Muanda et les possibilités de valorisation des sites de vestiges d'esclaves*.....267
- Patience Lodi Dombo, Bernard Mekonga Etambalako, *Le système congolais d'exécution des décisions de justice à l'épreuve du dualisme de juridictionnel*.....275
- Thierry Bola Ntotele, *Vers une gestion prévisionnelle des effectifs dans la fonction publique congolaise : outils et stratégies pour une administration performante*.....281
- Blanchard Boyndombe Zinga, *Gouvernance universitaire et performance opérationnelle des universités en République Démocratique du Congo : une analyse empirique*.....289
- Alain Tshibangu Kalombo, *Efficacité des organes de contrôle des finances publiques et respect du principe de redevabilité : responsabilité et perspective*.....299
- Bruno Nsengha Katako Lukalema, *Les présupposés dialectiques de l'Etat chez Passerin d'Entrèves. Essai de justification de la conception philosophique de l'Etat*.....307
- Vanessa Dekossago Mpingali, *La libéralisation du marché des assurances et la qualité du courtier en République Démocratique du Congo*.....319
- Jimmy Tshibangu Kabenji, Fabrice Bena Mulumba, Emmanuel Kwete Piema, *Incidence de l'intégration de la RDC au COMESA sur le développement socio-économique : analyse des défis et opportunités*.....325
- Ecclésiaste Kulemfuka Zono, Léonard Kiyala Mandolo, *La démission en droit du travail congolais : notion, procédure et effets*335

- Mongambi Mbokanebato, *A quoi tient l'hésitation des habitants de Mbandaka face à l'opération chirurgicale ?*341
- Blaise Azapateba Ligbangu, *De la mise en vigueur des actes juridiques en droit congolais*.....345
- Parfait Kithiaka Lugamba, Vanessa Beloy Nzengele, Achille Katika Mandala, *Représentations sociales de l'insécurité à Kinshasa : facteurs perçus, confiance institutionnelle et stratégies d'adaptation*.....353
- Titi Mujinga Kalonji, *Le rôle du Conseil d'Etat en tant que juge dans le système judiciaire congolais*.....361
- Tony Phambu Ngoma, *Conquête et fidélisation des fidèles face à la prolifération des Églises en RD Congo : analyse des stratégies relationnelles de l'Eglise de Jésus Christ sur la Terre par son envoyé Simon Kimbangu (EJCSK)*.....369

ANALYSE DE LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE PAR L'APPROCHE DE LA BALANCE DES COMPTES COURANTS

par

Jean - Marcel DISASHI - OMOLE

Diplômé d'Etudes Approfondies en sciences économiques,
Université de Kinshasa

Résumé

La présente étude se consacre à l'analyse de la soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période de 1990–2024, en tenant compte des exigences du Fonds Monétaire Internationale selon l'approche de la balance des comptes courants qui est un modèle de l'estimation de la balance extérieure, en sigle (ABE) ou Assessment Balance External.

L'application du modèle ARDL a permis de mettre en lumière les interactions complexes entre la dette publique, la croissance, l'inflation et le déficit budgétaire. Celles-ci confirment la nécessité d'une stratégie de gestion prudente et cohérente de la dette adaptée aux singularités économiques du pays. Les résultats issus de ce modèle révèlent ce qui suit : à long terme, le compte courant (CCR) a un coefficient négatif (-332.11, $p=0.0023$), ce qui implique un déficit de ce dernier et réduit cependant la soutenabilité de la dette publique. Cette situation renforce la dépendance du pays au financement extérieur ; à court terme le compte courant induit des effets instables (positif immédiat, négatif en retard ou décalé). Cela reflète la volatilité des balances externes dans les pays en développement.

Ces résultats appellent à une gestion stratégique de la dette publique fondée sur des politiques économiques cohérentes, une diversification des sources de financement et une amélioration des capacités institutionnelles.

Mots - clés : soutenabilité de la dette publique, balance des comptes courants et République Démocratique du Congo

Abstract

This study focuses on the analysis of public debt sustainability in the Democratic Republic of Congo (DRC) over the period 1990–2024, taking into account the requirements of the International Monetary Fund according to the current account balance approach, which is a model for estimating the external balance, abbreviated as ABE (Assessment Balance External).

The application of the ARDL model has highlighted the complex interactions between public debt, growth, inflation, and the budget deficit, confirming the need for a prudent and coherent debt management strategy adapted to the country's economic specificities. The results derived from this model reveal the following: **in the long term**, the current account (CCR) has a negative coefficient (-332.11, $p=0.0023$), which implies a deficit and consequently reduces the sustainability of public debt. This situation reinforces the country's dependence on external financing ; **in the short term**, the current account generates unstable effects (immediate positive, delayed or lagged negative). This reflects the volatility of external balances in developing countries.

These results call for a strategic management of public debt based on coherent economic policies, diversification of financing sources, and strengthening of institutional capacities.

Keywords : public debt sustainability, current account balance, Democratic Republic of Congo

INTRODUCTION

Cette étude a pour objectif d'analyser la soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 1990–2024. Elle mobilise l'approche de la balance des comptes courants, composante essentielle de la balance des paiements, afin d'évaluer la capacité du pays à honorer ses engagements financiers sans compromettre la stabilité macroéconomique. L'utilisation du modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) permet de distinguer les effets de court et de long terme des variables externes et internes sur la dynamique d'endettement.

La question de la soutenabilité de la dette publique occupe une place centrale dans les débats économiques contemporains, particulièrement dans les pays en développement. Dans un contexte marqué par des besoins croissants de financement pour le développement, l'endettement public apparaît comme un instrument incontournable pour stimuler l'activité économique. Toutefois, lorsque la dette dépasse la capacité réelle de remboursement d'un État, elle devient un facteur de vulnérabilité macroéconomique et peut induire une crise d'endettement.

La soutenabilité de la dette se définit comme la capacité d'un pays à assurer le service de la dette (paiement des intérêts et remboursement du principal) sans recourir à des restructurations, accumuler des arriérés ou imposer des ajustements budgétaires excessifs. Elle ne se limite guère à un ratio de dette/PIB,

mais intègre des dimensions plus larges telles que croissance économique, discipline budgétaire, gestion saine et altruiste de la liquidité des actifs et résilience de l'économie face aux chocs exogènes.

Dans le cas de la RDC, l'analyse de la soutenabilité est essentielle pour estimer la viabilité des politiques budgétaires et la capacité du pays à mobiliser des ressources sans compromettre son équilibre économique. Cette étude s'inscrit dans une perspective de long terme, en examinant les trajectoires d'endettement, les sources de financement et les risques associés à la structure des créanciers dans un environnement international marqué par une forte volatilité.

L'objectif de cet article est double : **identifier** les facteurs qui renforcent ou affaiblissent la soutenabilité de la dette publique et **proposer** des pistes de gestion prudente et stratégique de l'endettement, compatibles avec les impératifs de croissance et de développement durable.

Malgré les initiatives internationales d'allègement de la dette (notamment en 2003), la RDC fait face à une accumulation progressive de dette extérieure dont la structure et les conditions de remboursement deviennent de plus en plus complexes. La dépendance marquée aux exportations minières accentue cette vulnérabilité, la volatilité des prix des matières premières entraîne des besoins accrus de financement auprès de créanciers extérieurs, bilatéraux et multilatéraux. La diversification des sources de financement a certes permis de soutenir des projets à fort potentiel de croissance, mais elle a aussi contribué à accroître le stock de la dette et la charge du service, qui absorbe une part croissante des recettes budgétaires.

Enfin, la nature des engagements, souvent libellés en devises étrangères, expose le pays aux fluctuations des taux de change et aux chocs exogènes. En cas de baisse des recettes d'exportation ou de hausse des taux d'intérêt mondiaux, la RDC peut rapidement se retrouver confrontée à des problèmes de liquidité. La soutenabilité de la dette dépend donc à la fois de la trajectoire budgétaire, et de la qualité des institutions et de la gouvernance économique.

L'analyse de la période 1990-2024 révèle une trajectoire marquée par des phases d'allègement, de réendettement et de vulnérabilité croissante, avec un service de la dette ayant dépassé **13 milliards USD en 2024**. Cette évolution souligne l'urgence d'une stratégie intégrée de gestion de la dette, capable de concilier besoins de financement et stabilité macroéconomique.

Entre 1990 et 2003, la République Démocratique du Congo (RDC) a traversé une période d'instabilité politique et économique profonde, marquée par des conflits armés récurrents, une hyperinflation incontrôlée et une désorganisation des institutions publiques. Cette situation a entraîné une accumulation inconsidérée de dettes non remboursées, une perte de crédibilité financière et une quasi-exclusion des marchés internationaux.

À partir de 2003, avec le retour progressif à la stabilité institutionnelle, la RDC a bénéficié des initiatives internationales d'allègement de la dette, notamment l'Initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et l'IADM (Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale). Ces mécanismes ont permis une réduction significative du stock de la dette extérieure, ramenant le ratio dette/PIB à des niveaux jugés soutenables au début des années 2010.

Cependant, de 2015 à 2024, la dynamique s'est inversée. Le ratio dette/PIB est passé de 17,6 % en 2015 à plus de 40 % en 2023. Cette hausse s'explique par plusieurs facteurs :

- une augmentation des emprunts extérieurs pour financer les infrastructures et les dépenses sociales ;
- une faible mobilisation des recettes fiscales, avec un taux de pression fiscale inférieur à 13 % du PIB ;
- une croissance économique modérée, insuffisante pour absorber le poids croissant de la dette ;
- une dépendance accrue aux créanciers non concessionnels, notamment les marchés financiers et les prêteurs privés ;
- un accroissement des dépenses extrabudgétaires, en particulier celles liées au fonctionnement des institutions et à la défense de la souveraineté.

Le service de la dette publique (paiement des intérêts et remboursement du principal) a également augmenté, représentant en moyenne 14 % des recettes budgétaires en 2023, contre 7 % en 2012. Cette évolution réduit la capacité de l'État à investir dans les secteurs sociaux et productifs et accroît sa vulnérabilité aux chocs exogènes, tels que la volatilité des prix des matières premières ou les fluctuations des taux d'intérêt mondiaux.

En termes de structure, la dette publique congolaise reste majoritairement extérieure, avec une part croissante libellée en devises étrangères, exposant le pays au risque de change. La dette intérieure, bien que

moins dominante, est souvent contractée à des taux d'intérêt élevés, ce qui alourdit le coût global de l'endettement.

À la lumière de ces constats, il est légitime de s'interroger sur le rôle de la **balance des comptes courants** dans la soutenabilité de la dette publique en RDC au cours de la période étudiée. Cette interrogation conduit à l'hypothèse de recherche selon laquelle la position du compte courant influencerait directement la soutenabilité de la dette publique en RDC de 1990 à 2024.

En effet, la balance extérieure est un concept central :

- un excédent du compte courant traduit une capacité d'épargne nationale, susceptible de financer l'investissement et de soutenir la croissance économique, réduisant ainsi le recours à l'endettement extérieur ;
- à l'inverse, un déficit du compte courant reflète une insuffisance d'épargne et contraint le pays à recourir au financement extérieur pour soutenir l'investissement et la croissance de long terme.

Ainsi, l'analyse de la soutenabilité de la dette publique en RDC ne peut être dissociée de l'évolution de la balance des comptes courants, qui constitue un indicateur clé de la vulnérabilité externe et de la capacité du pays à maintenir une trajectoire d'endettement viable.

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La question de la soutenabilité de la dette occupe une place de choix dans les débats économiques contemporains, tant au niveau national qu'international. Face à l'accroissement des niveaux d'endettement public observé dans de nombreux pays, amplifié par la crise des surprimes ou de crédit hypothécaire de l'automne 2008 aux États-Unis¹ et la crise sanitaire de 2019², les chercheurs, les décideurs politiques ainsi que les institutions financières s'interrogent sur la capacité des États à honorer leurs engagements sans compromettre leur stabilité macroéconomique ni freiner leur développement.

La soutenabilité de la dette ne se limite pas à une simple évaluation comptable du ratio dette/PIB. Elle englobe une analyse multidimensionnelle qui considère la dynamique de croissance économique, les taux d'intérêt, la crédibilité des politiques budgétaires, ainsi que les risques liés à la solvabilité et à la liquidité. Cette complexité a créé une abondante littérature, mobilisant des approches théoriques variées et des méthodologies empiriques diversifiées.

Cette revue de la littérature vise à explorer les principales contributions académiques et institutionnelles sur le sujet, en mettant en lumière les critères d'évaluation de la soutenabilité, les modèles utilisés, ainsi que les controverses et limites des approches existantes. Elle permettra de dégager les tendances dominantes, les zones d'incertitude, et les pistes de recherche futures dans un contexte où la gestion prudente de la dette publique est plus que jamais cruciale.

1.1. Revue de la littérature théorique

1.1.1. Approche néoclassique

L'approche néoclassique repose sur l'idée que les marchés financiers jouent un rôle central dans la régulation de la dette publique. Selon cette perspective, **les États doivent adopter une discipline budgétaire stricte**, car toute dérive excessive de l'endettement est rapidement sanctionnée par les marchés.

Les économistes néoclassiques traduisent par ailleurs l'objectif de soutenabilité par la décroissance, la non-décroissance dans le temps du bien-être individuel, lequel peut être mesuré par le niveau d'utilité, le revenu ou la consommation. Pour que le bien-être économique des générations futures, conçu comme la somme du bien-être individuel, soit, au minimum, égal à celui des générations présentes, il faut leur transmettre une capacité de production de biens et de services répondant à leurs besoins.³

Autrement dit, il importe que, moyennant un taux d'épargne suffisamment élevé, le stock de capital à disposition de la société reste intact d'une génération à l'autre. Or, si la quantité totale de capital doit demeurer constante à travers le temps, il est possible de lisser la consommation.

¹ Paul Jorion, *Vers la crise du capitalisme américain?*, 2007, La Découverte, Paris ; Paul Jorion, *L'Implosion. La finance contre l'économie : ce qu'annonce et révèle la crise des subprimes*, 2008, Fayard, Paris ; Banque Org (2024) impact du COVID-19 sur l'économie mondiale <https://www.banque.org/impact-du-covid-19-sur-leconomie-mondiale/>

³ Franck-Dominique Vivien, Les modèles économiques de soutenabilité et le changement climatique <https://shs.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2009-2-page-75?lang=fr>

1.1.2. Principes fondamentaux

- Rationalité des agents économiques : les investisseurs évaluent en permanence la capacité d'un État à rembourser sa dette. Si cette capacité semble compromise, ils exigent des taux d'intérêt plus élevés pour compenser le risque de défaut.
- Risque de perte de confiance : une dette jugée excessive peut entraîner une hausse brutale des taux d'intérêt, une fuite des capitaux, voire une crise de la dette souveraine.
- Règle d'or budgétaire : cette règle, souvent invoquée dans cette approche, stipule que l'emprunt public ne doit financer que les investissements productifs, et non les dépenses courantes. Cela garantirait que la dette contractée aujourd'hui génère des flux nets de liquidité suffisants pour être remboursée demain.

1.1.3. Conséquences d'un endettement excessif

- Augmentation du service de la dette, réduisant les marges de manœuvre budgétaires pour les dépenses sociales ou d'investissement.
- Risque de crowding-out : l'emprunt public excessif peut évincer l'investissement privé en augmentant les taux d'intérêt.
- Perte de crédibilité de la politique budgétaire, pouvant conduire à une spirale de la dette.

1.1.4. Critères de soutenabilité

Dans cette optique, la soutenabilité est assurée si le ratio dette/PIB reste stable ou diminue, ce qui dépend de la relation entre :

- le taux d'intérêt réel sur la dette (r)
- le taux de croissance réel de l'économie (g)

Si $r < g$, la dette peut rester soutenable même avec un déficit primaire modéré. En revanche, si $r > g$, l'État doit dégager un excédent primaire pour stabiliser sa dette.

1.1.5. Approche keynésienne

L'approche keynésienne considère la dette publique non pas comme un fardeau à éviter, mais comme un instrument stratégique de politique économique, particulièrement utile en période de ralentissement économique ou de crise. Elle repose sur l'idée que l'État peut intervenir pour stimuler la demande globale lorsque le secteur privé est en repli.

1.1.6. Principes fondamentaux

- L'endettement public est justifié lorsque les dépenses engagées permettent de relancer l'activité économique, de créer des emplois et d'améliorer les infrastructures.
- Les investissements publics (éducation, santé, transport, énergie...) sont vus comme des moteurs de croissance à long terme. Si le taux de croissance généré par ces investissements est supérieur au taux d'intérêt de la dette, alors celle-ci est considérée comme soutenable.
- Le déficit budgétaire est conjoncturellement acceptable, tant qu'il contribue à restaurer la croissance et à élargir l'assiette fiscale future.

1.1.7. Effets attendus

- Multiplicateur budgétaire : chaque unité de dépense publique peut générer plus d'une unité de PIB, selon les conditions économiques.
- Stimulation de la demande : l'État compense la faiblesse de la consommation ou de l'investissement privé.
- Effet d'entraînement : les investissements publics peuvent encourager les investissements privés en améliorant le climat économique.

1.1.8. Conditions de réussite

- La dette doit financer des dépenses productives, et non des dépenses courantes ou improductives.
- La politique budgétaire doit être coordonnée avec la politique monétaire, pour éviter des tensions inflationnistes ou une hausse excessive des taux.

- L'État doit conserver une crédibilité fiscale à moyen terme, pour éviter une perte de confiance des marchés.

1.1.9. Soutenabilité selon Keynes

La dette est soutenable si elle favorise une croissance durable, permettant à l'État de rembourser sans recourir à des ajustements budgétaires brutaux. L'objectif n'est pas de réduire la dette à tout prix, mais de maintenir la dynamique économique qui assure sa viabilité.

Il estime notamment que les comptes budgétaires doivent être équilibrés sur le long terme. En revanche, il soutient l'idée d'une intervention conjoncturelle, pour soutenir la demande et surtout pour stimuler l'investissement (ce qui implique une baisse des taux d'intérêt).

1.1.10. Approche institutionnelle

L'approche institutionnelle considère que la soutenabilité de la dette publique ne dépend pas uniquement de variables économiques comme le taux de croissance ou le niveau d'endettement, mais repose aussi sur des facteurs institutionnels et politiques. Elle met en avant le rôle central de la gouvernance, de la transparence budgétaire et de la crédibilité des politiques fiscales dans la gestion saine de la dette.

1.1.11. Principes fondamentaux

- Qualité de la gouvernance : une administration efficace, responsable et intègre est essentielle pour assurer une gestion rigoureuse des finances publiques. Les institutions solides réduisent les risques de mauvaise allocation des ressources, de corruption ou de gaspillage.
- Transparence budgétaire : la publication régulière et détaillée des comptes publics, des prévisions budgétaires et des engagements financiers permet aux citoyens, aux investisseurs et aux partenaires internationaux de suivre la trajectoire de la dette et d'évaluer les risques d'explosion.
- Crédibilité des politiques fiscales : lorsque les politiques budgétaires sont cohérentes, prévisibles et fondées sur des règles explicites, elles renforcent la confiance des marchés et facilitent l'accès à des financements dans des conditions favorables.

À la lumière de ce qui précède, il importe de souligner qu'il existe trois approches pour l'analyse de la soutenabilité, à savoir :

❖ L'approche comptable

Consiste à analyser le niveau de ratio dette/PIB pour apprécier la soutenabilité du déficit courant. D'après cette approche, le déficit courant soutenable est celui qui n'induit pas une augmentation du ratio dette sur PIB dans le temps. L'équation de la condition de soutenabilité du déficit de compte courant se présente comme suit :

$$\Delta b_t = \left(\frac{1+i_t}{1+g_t} \right) b_{t-1} - (X - m) = 0$$

Avec

b désigne le ratio Dette/PIB à l'instant t

g le taux de croissance du PIB

$(X-m)$ le solde de la balance commerciale

Selon la logique de cette équation pour un solde commercial équilibré $(X-m) = 0$, la variation de l'encours de la dette est définie par l'écart entre le taux de la croissance (g) et le taux d'intérêt (i).

L'équilibre est soutenable lorsque le taux de croissance de l'économie est égal au taux d'intérêt ou au coût du capital.

❖ L'approche intertemporelle

Induit dans l'analyse de la dynamique de la soutenabilité du déficit courant la capacité à rembourser la dette contractée au cours de n'importe quelle période.

Il convient de noter que plusieurs chercheurs diffèrent de ces deux approches et réfutent l'hypothèse de soutenabilité par le rapprochement à la croissance de la dette au rythme du PIB afin d'assurer la constance du ratio dette. PIB. Cette hypothèse en économie réelle n'est pas possible lorsqu'on tient compte de l'incertitude liée à la volonté d'un pays à payer la dette.

❖ L'approche de la balance courante intègre les deux premières approches précédentes.

1.1.12. Risques liés à une faiblesse institutionnelle

- Volatilité des politiques économiques : des changements fréquents ou arbitraires dans la politique fiscale peuvent déstabiliser les marchés ;
- Perte de confiance des bailleurs : une gouvernance opaque ou instable peut entraîner une hausse des primes de risque et une réduction des flux financiers extérieurs ;
- Faible mobilisation des ressources internes : l'absence de réforme fiscale ou de mécanismes de contrôle peut limiter la capacité de l'État à générer des recettes durables.

2.2. Revue de la littérature empirique

Les différentes études empiriques ont été résumées à l'aide du tableau ci-dessous.

Tableau I. Synthèse d'études empiriques réalisées

Auteur(s)	Variables clés	Méthodes utilisées	Résultats principaux	Conclusion
Bohn (1998)	Dettes/PIB, solde primaire	Régression dynamique	Réaction positive du solde primaire à la dette	Soutenabilité assurée si la politique budgétaire réagit à la dette
Reinhart & Rogoff (2010)	Dettes/PIB, croissance	Analyse de seuils	Dettes > 90% du PIB associée à faible croissance	Seuil critique à surveiller
Hakkio & Rush (1991)	Dettes, recettes fiscales	Co-intégration	Relation stable entre dette et recettes	Soutenabilité conditionnelle
Trehan & Walsh (1991)	Dettes, déficit	Tests de stationnarité	Dettes stationnaires dans certains cas	Soutenabilité dépend de la politique budgétaire prudente
Ostry et al. (2010)	Dettes, croissance, taux d'intérêt	Modèle de seuils	Identification de seuils de dette soutenable	Importance de la crédibilité budgétaire
Celasun, Debrun & Ostry (2006)	Dettes, croissance, chocs macro	Simulation stochastique	Chocs peuvent rendre la dette insoutenable	Nécessité de marges de sécurité budgétaires
Escolano (2010)	Dettes, solde primaire, croissance	Analyse de panel	Soutenabilité dépend de la discipline budgétaire	Importance des institutions
Abiad & Ostry (2005)	Dettes, croissance, institutions	Panel dynamique	Institutions fortes améliorent la soutenabilité	Gouvernance cruciale
Égert (2012)	Dettes, croissance, taux d'intérêt	Modèle non linéaire	Relation non linéaire entre dette et croissance	Pas de seuil universel
Blanchard (2019)	r vs g , dette	Analyse théorique et empirique	$r < g$ dans de nombreux cas	Dettes peuvent être soutenables même avec un déficit primaire
Mauro et al. (2013)	Dettes, croissance, institutions	Panel pays OCDE	Institutions budgétaires renforcent la soutenabilité	Règles fiscales utiles
Corsetti et al. (2012)	Dettes, croissance, crédibilité	Études de cas	Consolidations réussies liées à crédibilité	Gradualisme préférable
Ghosh et al. (2013)	Dettes, taux d'intérêt, croissance	Panel pays avancés	Dettes excessives augmentent les coûts d'emprunt	Soutenabilité menacée au-delà d'un seuil
IMF (2013, 2014)	Dettes, solde primaire, croissance	Cadres de viabilité de la dette	Approche probabiliste de la soutenabilité	Surveillance continue nécessaire
World Bank (2015)	Dettes, vulnérabilité externe	DSF (Debt Sustainability Framework)	Pays à faible revenu exposés aux chocs	Soutenabilité dépend de l'aide et des réformes

Alesina & Perotti (1996)	Dettes, ajustement budgétaire	Études de cas	Ajustements réussis sont crédibles et non récessifs	Qualité de l'ajustement plus importante que sa taille
Barro (1979)	Dettes, impôts futurs	Modèle intertemporel	Dettes vues comme impôt différé	Soutenabilité dépend des anticipations
Wyplosz (2005)	Dettes, règles fiscales	Analyse institutionnelle	Règles trop rigides peuvent être contre-productives	Flexibilité nécessaire
D'Erasmus et al. (2016)	Dettes, défaut	Modèle de probabilité	Probabilité de défaut augmente avec dettes	Soutenabilité liée à crédibilité
Panizza et al. (2009)	Dettes, croissance, institutions	Panel pays en développement	Institutions faibles = dettes moins soutenables	Réformes institutionnelles nécessaires
Baldacci & Kumar (2010)	Dettes, croissance, dépenses publiques	Panel pays OCDE	Dettes élevées réduisent croissance	Soutenabilité menacée par dépenses improductives
Manasse & Roubini (2009)	Dettes, défaut, croissance	Modèle de crise	Crises de dettes prévisibles par certains indicateurs	Surveillance des signaux d'alerte
De Grauwe (2011)	Dettes, zone euro	Analyse théorique	Pays sans banque centrale sont plus vulnérables.	Soutenabilité dépend de l'architecture monétaire
Teles & Mussolini (2014)	Dettes, solde primaire	Panel pays émergents	Réaction budgétaire positive à la dette	Soutenabilité assurée si discipline budgétaire
Nickel et al. (2010)	Dettes, croissance, consolidation	Panel UE	Consolidations réussies si crédibles	Importance du timing et de la composition
Pescatori, Sandri & Simon (2014)	Dettes, croissance, volatilité	Panel pays avancés	Dettes élevées pas toujours nuisibles	Soutenabilité dépend du contexte
Romer & Romer (2010)	Dettes, fiscalité	Études de cas	Chocs fiscaux ont des effets récessifs	Soutenabilité menacée par hausses d'impôts brutales
Ardagna (2004)	Dettes, consolidation budgétaire	Panel pays OCDE	Consolidations réussies si axées sur dépenses	Composition de l'ajustement crucial
Sutherland et al. (2012)	Dettes, vieillissement démographique	Simulation	Vieillesse augmente pression sur dettes	Soutenabilité menacée sans réforme des retraites
Berti et al. (2016)	Dettes, règles budgétaires	Panel UE	Règles renforcent discipline	Soutenabilité améliorée par cadre institutionnel
Afonso & Jalles (2014)	Dettes, croissance, institutions	Panel mondial	Institutions fortes = dettes plus soutenables	Gouvernance budgétaire clé

Bien que la littérature empirique sur la soutenabilité de la dette soit riche et diversifiée, elle reste largement dominée par des analyses portant sur les pays développés ou émergents, souvent dotés de marchés financiers développés, de cadres institutionnels solides et de données économiques abondantes. La particularité ou singularité de la présente analyse réside dans son ancrage dans le contexte spécifique de la République Démocratique du Congo (RDC), un pays confronté à des défis structurels, institutionnels et économiques. À cela, s'ajoute la période d'observation qui diffère des études antérieures.

II. MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

3.1. Le modèle théorique :

$$RNBD = PIB + BRP + BRS \quad (1)$$

avec :

- RNBD : revenu national brut disponible ;
- PIB : produit intérieur brut ;
- BRP : balance des revenus primaires ;

BRS : balance des revenus secondaires.

On sait que $BRP + BRS = \text{revenus des facteurs}$ (2)

Ainsi $C + I + (X - M) + BRP + BRS$ (3)

Posons $C + I = A$ (4)

$(X - M) + BRP + BRS = CC$ (5)

Définition de l'épargne nationale

$S = RNB - C$ (6)

Ainsi, si $S < I$ Le pays est importateur, c'est-à-dire financé par l'étranger.

$S > I$ le pays finance ses investissements à l'étranger (prêt à l'étranger)

2.2. Le modèle empirique

Dans cette section, nous présentons l'ensemble des méthodes utilisées dans le cadre de notre étude sur la soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo (RDC). L'objectif est de décrire de manière rigoureuse les différentes étapes de la démarche scientifique adoptée, depuis la collecte des données jusqu'à leur traitement et leur analyse à l'aide d'outils économétriques et statistiques.

2.2.1. Collecte des données

La première étape de notre démarche a consisté à rassembler des données macroéconomiques et budgétaires fiables et représentatives de la situation économique de la RDC. Les principales sources utilisées sont :

- Banque Centrale du Congo (BCC) : pour les données sur la dette publique, les taux d'intérêt, les recettes fiscales, les dépenses publiques, et les agrégats monétaires.
- Banque mondiale (World Development Indicators) : pour les indicateurs de croissance, d'inflation, de balance des paiements et de gouvernance.

Les données couvrent une période allant de 1990 à 2024, afin de permettre une analyse longitudinale des dynamiques d'endettement.

2.2.2. Traitement des données

Une fois les données collectées, nous avons procédé à leur nettoyage, leur harmonisation et leur mise en forme. Cette étape a permis de :

- corriger les valeurs manquantes ou aberrantes
- convertir les données en termes réels (ajustées de l'inflation)
- calculer les ratios pertinents (dette/PIB, solde primaire, r-g, etc.)
- organiser les séries temporelles dans un format compatible avec les logiciels d'analyse

2.2.3. Outils économétriques et logiciels utilisés

Pour l'analyse quantitative, nous avons mobilisé deux principaux outils :

- EViews : utilisé pour les tests de stationnarité (ADF, PP) et l'estimation du modèle ARDL
- R : utilisé pour les visualisations graphiques.

Ces logiciels ont permis de croiser les variables économiques et budgétaires afin d'évaluer la dynamique de la dette et d'identifier les conditions de sa soutenabilité.

2.2.4. Méthode d'analyse

Afin d'évaluer la soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo (RDC), nous avons opté pour une approche économétrique reposant sur le modèle ARDL (Auto-Regressive Distributed Lag). Ce choix méthodologique s'avère pertinent compte tenu de plusieurs caractéristiques propres aux données utilisées : leur fréquence annuelle, leur taille relativement réduite, ainsi que leur niveau d'intégration potentiellement hétérogène (certaines variables étant stationnaires en niveau, $I(0)$, et d'autres en première différence, $I(1)$).

Le recours au modèle ARDL présente de nombreux avantages dans le cadre de notre étude :

- analyse des dynamiques temporelles : le modèle permet de distinguer les effets à court terme des relations structurelles à long terme entre les variables macroéconomiques.
- adaptabilité aux petits échantillons : il est particulièrement adapté aux contextes où les séries temporelles sont limitées, comme c'est le cas pour les données économiques de la RDC.
- flexibilité dans l'intégration des variables : le modèle accepte des variables intégrées à des ordres différents (I(0) ou I(1)), tant qu'aucune n'est intégrée d'ordre deux (I(2)), ce qui évite les contraintes liées aux tests de co-intégration classiques.
- Robustesse des estimations : il fournit des résultats fiables sur l'impact de la dette publique sur la croissance économique, tout en tenant compte des ajustements progressifs dans le temps.

Cette approche permet ainsi de mieux comprendre les mécanismes par lesquels la dette publique influence les performances économiques du pays, et d'identifier les seuils critiques au-delà desquels la dette pourrait devenir insoutenable.

Spécification du modèle

$$\text{RATIO}_t = \beta_0 + \beta_1 \sum_{i=0}^P \text{CCR}_{t-i} + \beta_2 \sum_{i=0}^P \text{TINV}_{t-i} + \beta_3 \sum_{i=0}^P \text{TERECH}_{t-i} + \beta_4 \sum_{i=0}^P \text{IDER}_{t-i} + e_t \quad (7)$$

Les indicateurs des variables du modèle sont saisis dans le tableau ci-dessous :

Tableau II. Opérationnalisation des variables

Variable	Nom abrégé	Définition opérationnelle	Type de variable	Unité / Mesure	Source des données
Compte courant	CCR	Solde du compte courant de la balance des paiements, exprimé en pourcentage du PIB	Quantitative continue	% du PIB	Banque mondiale Banque centrale du Congo
Taux d'investissement	TINV	Part des investissements bruts dans le PIB	Quantitative continue	% du PIB	Banque mondiale / INS
Termes de l'échange	TERECH	Rapport entre l'indice des prix des exportations et celui des importations	Quantitative continue	Indice (base 100)	Banque mondiale / FMI
Investissement direct étranger	IDER	Flux net d'IDE entrants, exprimé en pourcentage du PIB	Quantitative continue	% du PIB	Banque mondiale / CNUCED
Taux de croissance du PIB réel	TCROIS	Variation annuelle du PIB réel, corrigée de l'inflation	Quantitative continue	% par an	Banque centrale / Banque mondiale / INS

Il importe de souligner que le compte courant et le taux de croissance du PIB sont les variables d'intérêt du modèle, le taux d'investissement, le terme de l'échange et l'investissement direct étranger constituent les variables de contrôle.

- Transformation des données : les variables seront transformées en logarithmes pour assurer la stationnarité des séries et faciliter l'interprétation des coefficients.
- Fréquence des données : toutes les variables sont collectées sur une base annuelle, couvrant la période 1990-2024.
- Traitement des valeurs manquantes : les données manquantes seront traitées par interpolation linéaire ou lissage selon leur impact sur les résultats.

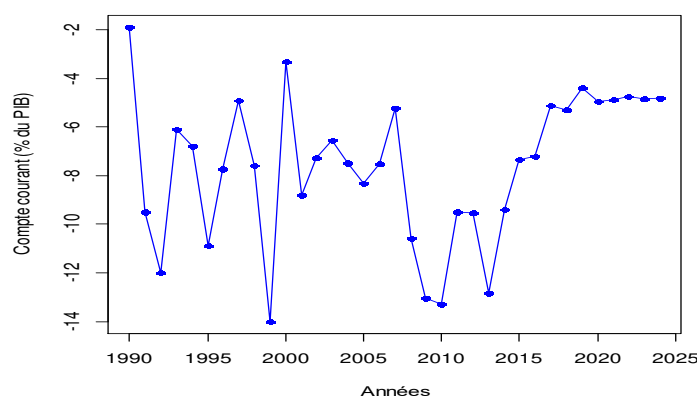
III. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

3.1. Analyse exploratoire

L'analyse exploratoire des données fait référence au processus critique consistant à mener une recherche initiale sur les données pour découvrir des modèles, détecter les anomalies et vérifier les hypothèses à l'aide de statistiques récapitulatives et de représentations graphiques.

3.1.1. Analyse graphique

Graphique n°1. Évolution du compte courant en RDC (1990 - 2024)

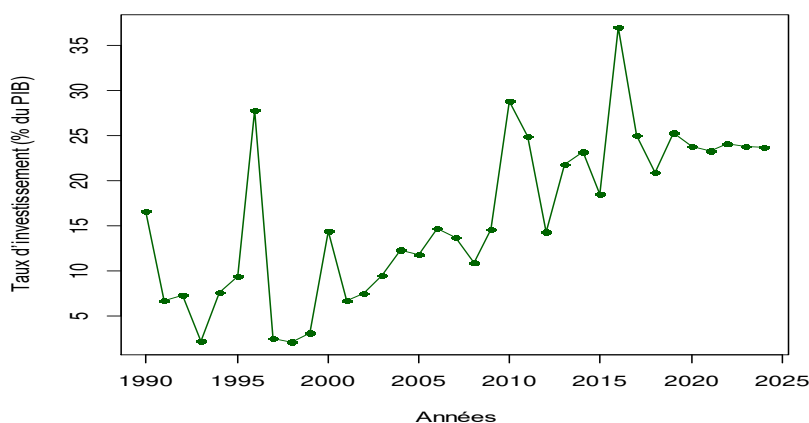


Source : l'auteur

La balance de compte courant constitue un outil fondamental en comptabilité, permettant de synthétiser les soldes des différents comptes d'un Etat à un moment donné. À travers ce document, la coordination des institutions peut vérifier l'équilibre des comptes, conformément au principe de la partie double.

La compréhension de ce tableau est primordiale pour garantir la fiabilité des balances générales et des informations financières. Les différents types de balances, comme l'auxiliaire et la balance âgée, offrent une vision limpide de la santé financière, facilitant ainsi le suivi et la gestion des opérations comptables. Ainsi, la lecture du graphique renseigne ce qui suit : il a été observé une forte dégradation des flux financiers ; l'année 1990 marque un pic, tandis que l'année 2000 indique un creux consécutif à l'instabilité politique traversée par le pays. Toutefois il est constaté un rebond des flux pour se stabiliser autour d'un point.

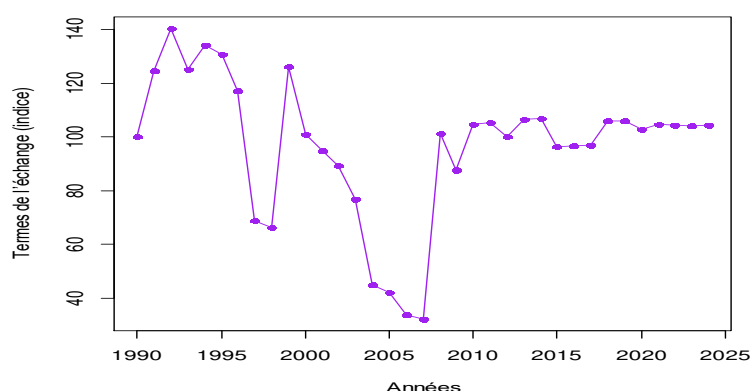
Graphique n°2. Évolution du taux d'investissement en RDC (1990 - 2024)



Source : l'auteur

L'allure générale du taux d'investissement est croissante avec forte volatilité. Il s'observe un pic en 2019 consécutif à l'amélioration du climat des affaires ainsi que du code d'investissement initié en 2002. Toutefois il est à peine opportun de souligner que les investissements accusent un creux vers les années 1996-1998 suite essentiellement à l'instabilité politique.

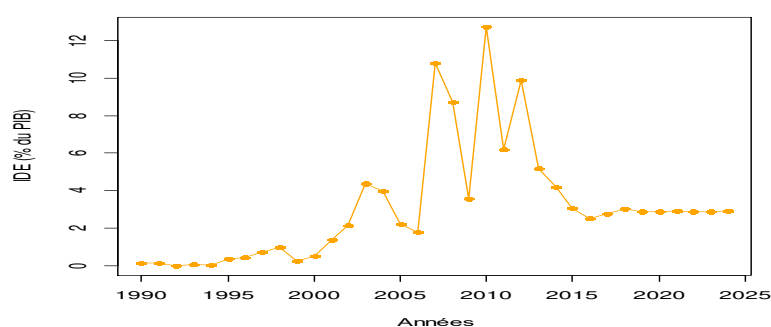
Graphique n°3. Évolution des termes de l'échange en RDC (1990 - 2024)



Source : l'auteur

Par rapport à d'autres variables, l'allure générale de l'évolution des termes de l'échange est vraiment décroissante, avec oscillation croissante. Il sied de signaler qu'il s'observe un creux entre les années 2007 et 2008 marquant une dégradation des termes de l'échange. Après cette période, on remarque une amélioration significative des termes de l'échange, accompagnée d'une faible dégradation.

Graphique n°4. Évolution de l'investissement direct étranger en RDC (1990 - 2024)



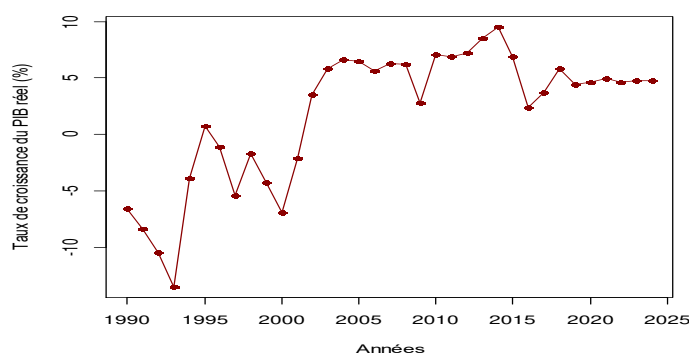
Source : l'auteur

Les investissements directs à l'étranger connaissent d'une manière générale une expansion oscillatoire, linéaire, et avec une volatilité marquée. En effet, de 1990 à 2000, l'évolution des investissements directs à l'étranger est vraiment linéaire. Cette situation est attribuable à l'instabilité politique exacerbée par l'isolement diplomatique que le pays a connu.

On observe une croissance exponentielle très volatile, atteignant un maximum global en 2010, l'année correspondant à l'atteinte du point d'achèvement. Toutefois la tendance connaît un fléchissement après la période de 2015, en raison de difficultés d'organiser les élections et accentuées par la baisse des importations minières de la République populaire de Chine, partenaire privilégié de la RDC.

Il est également nécessaire de souligner que les années 2019-2025 connaissent une fluctuation avec oscillation amortie et monotone.

Graphique n°5. Évolution du taux de croissance du PIB réel en RDC (1990-2024)



Source : l'auteur sur base de données de Rapports annuels de la banque centrale

L'activité économique congolaise a connu une évolution en dent de scie. En effet, la décennie quatre-vingt-dix a été marquée par un taux de croissance négatif, à la suite de l'instabilité politique conduisant le pays à des pillages orchestrés par l'armée et la population, ce qui a induit la récession. Le taux de croissance observé est de - 6,60 % ; - 8,40 % ; - 10,50 % ; - 13,50 % et - 3,90 %, entre les années 1990 - 1994.

Il a été observé une certaine reprise vers les années 1995. Cette récession s'est poursuivie jusqu'aux années 2001 et 2003, avec un taux de croissance de -2,1 contre -6,9 observé en 2000. À partir des années 2003, la RDC renoue avec la croissance économique positive, soit un taux de 3,5%.

Grâce aux mesures des politiques budgétaires et économiques prises par le gouvernement, l'activité économique a connu une embellie pour se situer à 8,50%, 6,80%, et 6,20 % respectivement pour les années 2022 ; 2023, et 2024 tendance qui s'est poursuivie jusqu'au terme de l'année 2025 avec un taux de croissance de 5,4%. Cette progression notable est imputable aux performances des secteurs minier et agricole. Il importe aussi de souligner que le gouvernement met l'accent sur la diversification économique pour réduire la dépendance aux ressources extractives.

Cependant, les progrès réalisés sont principalement attribuables aux performances du secteur primaire, en particulier aux industries extractives, grâce aux mesures de cantonnement des ouvriers dans les mines et à la bonne tenue des cours mondiaux des produits importants, notamment le cuivre d'exportation.

De même, les activités de télécommunications dans le secteur tertiaire ont soutenu la croissance avec une contribution de 7,2%, et 9,0% pour les années 2024-2025. Ceci est dû à l'utilisation accrue de l'internet dans le cadre du télétravail.

La conséquente contribution du secteur primaire est en liaison avec le dynamisme des activités extractives, confirmant son rôle de moteur de croissance dans l'économie congolaise. En effet, la valeur ajoutée de l'activité extractive devrait s'améliorer de 13,2% en 2014, après une hausse de 7,6% en 2013, bénéficiant des performances particulièrement encourageantes des volumes de production du cuivre et de l'or qui ont atteint des niveaux de production historiques de 1.030.129,0 tonnes et 23.539,0 kilos contre respectivement 919.588,0 tonnes et 4.900,0 kilos en 2013. Pour sa part, la valeur ajoutée de la production agricole se serait accrue de 4,7 % en 2014, après une amélioration de 4,2 %, à la faveur des campagnes agricoles menées par le gouvernement à travers le pays dans le cadre de la relance de ce secteur.

La croissance économique a largement augmenté en 2014, s'établissant à 9,5 % contre 6,2 % en 2008. Selon l'optique du produit, ce ralentissement reflète principalement les effets de la crise économique et financière mondiale qui a été à la base de la contre-performance enregistrée au niveau du secteur minier en tant que l'un des secteurs clés de la croissance en RDC.

La situation économique de la RDC a été caractérisée par une reprise au cours de l'année 2010 comparativement à l'année 2009, attestée par la réalisation d'un taux de croissance situé à 2,8 points au-dessus des prévisions du plan économique général (PEG) II. Selon l'optique du produit, cette croissance est soutenue essentiellement par le regain d'activité des industries minières, du Commerce de gros et de détail, de l'agriculture ainsi que des « bâtiments et travaux publics ». Suivant l'approche par la dépense, la croissance de la production a été tirée essentiellement par la demande intérieure.

L'environnement économique de la République Démocratique du Congo a été globalement caractérisé, en 2012, par la consolidation de la reprise de l'activité économique, en dépit d'un contexte international difficile. En effet, le taux de croissance économique a été de 7,16 % en 2012 contre 6,9 % réalisés en 2011 et de 9,5% en 2014 contre 8,5% réalisés en 2013. Cette évolution de la croissance traduit la relance de l'activité économique, dans un contexte d'austérité et de reprise hésitante de l'économie mondiale.

Le produit intérieur brut (PIB), exprimé en termes réels, a en effet enregistré une hausse de 9,5 %, après celle de 8,5 % en 2013 ; niveau largement supérieur à la moyenne de 4,9 % notée au niveau de l'Afrique subsaharienne. Comme en 2013, la croissance économique est restée essentiellement soutenue par la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire, au niveau de l'offre, et par l'absorption à travers la consommation privée, au niveau des emplois finals.

Parallèlement, le PIB par habitant a progressé de 6,2 % en 2014, atteignant 514,0 USD, en valeur nominale, contre 484,2 USD une année auparavant. Malgré ce progrès, des efforts considérables restent à entreprendre, notamment la poursuite des réformes structurelles pour maintenir dans la durée une

croissance forte, susceptible de créer significativement l'emploi et, par conséquent, de réduire sensiblement la pauvreté. Sur le marché des biens et services.⁴

Il s'avère important de présenter pour le cas de la RDC ce qui a été le chemin d'expansion de l'activité économique au cours des années 1990-2025 par le graphique ci-dessous.

La solide performance économique de la RDC amorcée en 2021 s'est maintenue en 2024, portée par le secteur minier. La croissance annuelle du PIB a plus que triplé entre 2021 et 2023 par rapport à la période 2016-2020, atteignant en moyenne un taux de 8,5 pour cent, avant de reculer légèrement à 6,2 pour cent en 2024. Cette performance place la RDC parmi les économies à la croissance la plus rapide du continent africain.

Il est impérieux de procéder à l'analyse de la stationnarité avant l'estimation du modèle.

Tableau III. Analyse de stationnarité

Variables	ADF	Valeur critique	Décision
CCR	-4.491330	-2.951125	Stationnaire en niveau
IDER	-3.053296	-2.951125	Stationnaire en niveau
RATIO	-3.621733	-1.952910	Stationnaire en niveau
TERECH	-5.927722	-2.963972	Stationnaire après la première différence
TINV	-6.395022	-2.957110	Stationnaire après la première différence

Après l'analyse de la stationnarité, l'estimation du modèle présente les résultats des analyses configurées dans le tableau suivant :

Tableau IV. Estimation des effets de long et court terme

Effets de court terme			
Variable	Coefficient	Std. Error	Prob.
TERECH(-1)	4.477747	0.015015	0.0021
IDER(-1)	113.8502	0.460586	0.0026
D(RATIO(-1))	-0.881687	0.022913	0.0165
D(RATIO(-2))	0.151838	0.025594	0.1063
D(RATIO(-3))	0.234210	0.022074	0.0598
D(CCR)	21.36205	0.473282	0.0141
D(CCR(-1))	-5.983507	0.363504	0.0386
D(CCR(-2))	26.40856	0.332311	0.0080
D(CCR(-3))	14.00401	0.196917	0.0090
D(TINV)	-13.46042	0.351178	0.0166
D(TINV(-1))	9.399562	0.237475	0.0161
D(TINV(-2))	3.434604	0.183317	0.0339
D(TINV(-3))	1.173005	0.037945	0.0206
D(TERECH)	0.701821	0.006452	0.0059

⁴ Groupe de la Banque Mondiale (2025) Rapport sur la situation économique de la RDC <https://drmicelmuvudi.cd/wp-content/uploads/2025/07/Rapport-sur-la-Situation-Economique-de-la-RDC-2025.pdf> lu le 22/10/2025

D(TERECH(-1))	-0.517020	0.028344	0.0349
D(TERECH(-2))	-0.458596	0.021422	0.0297
D(TERECH(-3))	-2.550173	0.019490	0.0049
D(IDER)	-4.838930	0.098814	0.0130
D(IDER(-1))	-105.9347	0.346340	0.0021
D(IDER(-2))	-98.08001	0.416827	0.0027
D(IDER(-3))	-22.37889	0.175985	0.0050
Effets de long terme			
Variable	Coefficient	Std. Error	Prob.
CCR	-332.1167	32.60840	0.0023
TINV	163.4712	15.72603	0.0111
TERECH	-22.74248	2.212020	0.0017
IDER	-578.2452	56.53581	0.0220

IV. INTERPRETATION DES RESULTATS

4.1. Interprétation économétrique

1. Validité du modèle

Le F-Bounds Test ($F = 168\ 567.6$) est largement supérieur aux seuils critiques → existence d'une relation de long terme (co-intégration) entre la dette (RATIO) et ses déterminants (compte courant, investissement, termes de l'échange, IDE).

2. Équation de long terme (Levels Equation)

- CCR (Compte courant) : coefficient négatif (-332.11, $p=0.0023$). → Un déficit du compte courant réduit la soutenabilité de la dette, car il traduit une dépendance aux financements extérieurs.
- TINV (Investissement total) : coefficient positif (+163.47, $p=0.0111$). → Les investissements productifs améliorent la soutenabilité de la dette.
- TERECH (Termes de l'échange) : coefficient négatif (-22.74, $p=0.0017$). → Une détérioration des termes de l'échange (prix des exportations < prix des importations) compromet la soutenabilité.
- IDER (Investissement direct étranger) : coefficient fortement négatif (-578.24, $p=0.0220$). → Paradoxalement, l'IDE apparaît comme un facteur qui réduit la soutenabilité, ce qui peut refléter une mauvaise intégration des IDE ou une dépendance excessive aux capitaux étrangers.

L'équilibre de long terme montre que la dette est soutenable si elle est accompagnée d'investissements productifs et d'un compte courant équilibrer, mais elle devient insoutenable en cas de déficit externe, de détérioration des termes de l'échange et d'une mauvaise gestion des IDE.

3. Court terme (Conditional Error Correction Regression)

- D (RATIO (-1)) : négatif (-0.88, $p=0.0165$) → correction d'erreur, la dette tend à revenir vers son équilibre.
- D(CCR) : positif immédiat (+21.36, $p=0.0141$), mais négatif en retard (-5.98, $p=0.0386$). → Les variations du compte courant créent des chocs instables.
- D(TINV) : effets mixtes (négatif immédiat, positif en retard). → L'investissement peut peser sur la dette à court terme mais devient bénéfique ensuite.
- D(TERECH) : effets contradictoires (positif immédiat, négatif en retard). → Les termes de l'échange sont volatils et créent une instabilité structurelle.

- $D(IDER)$: fortement négatif (-105.93, $p=0.0021$). → Les flux d'IDE peuvent accentuer la vulnérabilité immédiate, surtout s'ils ne sont pas orientés vers des secteurs productifs.

Le modèle montre une dynamique d'ajustement dominée par les chocs du compte courant, des termes de l'échange et des IDE.

4.2. Interprétation économique

- Compte courant (CCR) : un déficit réduit la soutenabilité de la dette, car il traduit une dépendance aux financements extérieurs. Un excédent, en revanche, renforcerait la capacité de remboursement.
- Investissement (TINV) : moteur positif de soutenabilité. Les investissements productifs génèrent des revenus futurs qui facilitent le remboursement de la dette.
- Termes de l'échange (TERECH) : leur détérioration réduit la soutenabilité, car elle diminue les recettes d'exportation et accroît la vulnérabilité aux chocs internationaux.
- Investissement direct étranger (IDER) : paradoxalement négatif, ce qui peut refléter une **intégration défailante** des IDE, une fuite des profits vers l'extérieur ou une dépendance excessive aux capitaux étrangers.
- Mécanisme d'ajustement : la dette tend à revenir vers son équilibre de long terme, mais la stabilité de cet ajustement dépend de la qualité des politiques économiques (gestion du compte courant, amélioration des termes de l'échange, encadrement des IDE).

CONCLUSION

Économétriquement, le test de cointégration valide l'existence d'une relation de long terme entre la dette et ses déterminants. Les résultats montrent que la soutenabilité de la dette en RDC dépend principalement de la **qualité des investissements** ; l'équilibre du compte courant ; la **stabilité des termes de l'échange** et la gestion optimale des IDE.

Économiquement, cela implique que la dette peut être soutenable si elle finance des projets productifs ; la gestion du compte courant est cruciale pour limiter la dépendance aux financements extérieurs ; les termes de l'échange doivent être améliorés par une diversification des exportations et les IDE mieux encadrés pour qu'ils contribuent réellement à la croissance et à la soutenabilité de la dette.

À court terme, les résultats montrent une dynamique complexe :

- $TERECH (-1) = +4.47$ ($p=0.0021$) : une amélioration des termes de l'échange a un effet positif immédiat sur la soutenabilité de la dette. Cela rejoint la théorie des **avantages comparatifs** (Ricardo) et les travaux de Krugman (1989) sur le commerce international, qui soulignent que des termes de l'échange favorables augmentent les recettes d'exportation et renforcent la capacité de remboursement.
- $IDER (-1) = +113.85$ ($p=0.0026$) : l'investissement direct étranger (IDE) contribue positivement à court terme. Cela est cohérent avec la littérature sur les flux de capitaux (Borensztein et al., 1998), qui montre que l'IDE peut stimuler la croissance et améliorer la soutenabilité lorsqu'il est orienté vers des secteurs productifs.
- $D(RATIO (-1)) = -0.88$ ($p=0.0165$) : la dette tend à revenir vers son équilibre, confirmant le mécanisme de correction d'erreur. Cela correspond à la théorie de la **soutenabilité intertemporelle** (Blanchard, 1990), selon laquelle la dette publique s'ajuste pour éviter une trajectoire explosive.
- Compte courant ($D(CCR)$) : effets instables (positif immédiat, négatif en retard). Cela reflète la volatilité des balances externes dans les pays en développement, confirmée par Edwards (1989), qui montre que les déficits courants peuvent être soutenables à court terme mais deviennent risqués s'ils persistent.
- Investissement ($D(TINV)$) : effets mixtes (négatif immédiat, positif en retard). Cela traduit le coût initial des investissements, suivi de bénéfices différés. Ce résultat est cohérent avec les théories de la croissance endogène (Barro, 1991), qui soulignent que l'investissement accroît la productivité mais avec un décalage temporel.
- $TERECH$ et IDE (variations différées) : leurs effets deviennent négatifs à long terme et avec retard, ce qui traduit une instabilité structurelle. Cela rejoint les travaux de Reinhart & Rogoff (2010), qui montrent que les chocs externes (commerce, flux de capitaux) peuvent fragiliser la soutenabilité de la dette si elle est mal gérée.

D'une manière générale à court terme : La soutenabilité dépend fortement des chocs externes (termes de l'échange, IDE, compte courant). Les investissements et les flux de capitaux peuvent être bénéfiques, mais leur impact est conditionné par la qualité de la gestion et la stabilité macroéconomique.

Les coefficients de long terme révèlent des tendances structurelles :

- CCR = -332.11 ($p=0.0023$) : un déficit du compte courant réduit la soutenabilité. Cela confirme la théorie de la **balance intertemporelle** (Milesi-Ferretti & Razin, 1996), selon laquelle des déficits persistants accroissent la vulnérabilité externe.
- TINV = +163.47 ($p=0.0111$) : l'investissement est le principal moteur de soutenabilité. Ce résultat est cohérent avec les modèles de croissance endogène et les travaux de Pattillo et al. (2002), qui montrent que l'investissement public et privé améliore la capacité de remboursement de la dette.
- TERECH = -22.74 ($p=0.0017$) : paradoxalement négatif. Cela peut refléter une détérioration des termes de l'échange ou une dépendance excessive aux importations. Les études empiriques sur l'Afrique subsaharienne (Ndulu et al., 2007) confirment que la vulnérabilité commerciale réduit la soutenabilité.
- IDER = -578.24 ($p=0.0220$) : l'IDE apparaît négative à long terme. Cela peut s'expliquer par la repatriation des profits et une faible intégration des IDE dans l'économie locale. Les travaux d'Alfaro et al. (2004) montrent que l'IDE ne stimule la croissance que si le système financier est solide et que les capitaux sont orientés vers des secteurs productifs.

D'une manière générale à long terme : La soutenabilité de la dette en RDC dépend de la capacité à maintenir un compte courant équilibré et à orienter les investissements vers des projets productifs. Les termes de l'échange et l'IDE, s'ils sont peu gérés, deviennent des facteurs de vulnérabilité structurelle.

Ces résultats confirment les modèles de soutenabilité **intertemporelle** (Blanchard, 1990), la théorie de la balance courante (Milesi-Ferretti & Razin, 1996), et les modèles de croissance endogène (Barro, 1991). Ainsi, ces constats rejoignent les travaux de Reinhart & Rogoff (2010) sur les seuils critiques de dette, de Pattillo et al. (2002) sur l'impact de l'investissement, et de Borensztein et al. (1998) sur l'IDE. Toutefois, la spécificité de la RDC est que l'IDE et les termes de l'échange apparaissent comme des facteurs négatifs à long terme, traduisant une dépendance externe et une faible intégration des flux de capitaux.

Cela implique que la RDC doit diversifier ses exportations pour améliorer les termes de l'échange ; encadrer les IDE afin qu'ils contribuent réellement à la croissance ; maintenir un compte courant équilibré et réorienter les investissements vers des secteurs productifs à fort rendement social.

BIBLIOGRAPHIE

- ALDAMA, A. (2013). *Soutenabilité de la dette publique et fonctions de réaction budgétaire*. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr>
- AYADI, R., & GADI, S. (2013). *Debt sustainability in the Mediterranean region*. MEDPRO Technical Report No. 30.
- BAFFES, J., KOSE, M. A., & OHNSORGE, F. (2022). *Debt and growth: Is there a tipping point?*. World Bank Blog.
- BALDACCI, E., & KUMAR, M. S. (2010). *Fiscal deficits, public debt, and sovereign spreads in emerging markets*. IMF Working Paper No. 10/184.
- Banque Org (2024) impact du COVID-19 sur l'économie mondiale <https://www.banque.org/impact-du-covid-19-sur-leconomie-mondiale/>
- BEDDIES, C., & DETRAGIACHE, E. (2000). *Growth and debt sustainability in developing countries*. IMF Working Paper No. 00/130.
- BILAN, Y., & BILAN, O. (2021). *Public debt sustainability in developing countries: Empirical evidence*. Journal of Economic Studies, 48(3), 521-538.
- BOHN, H. (1998). *The behavior of U.S. public debt and deficits*. Quarterly Journal of Economics, 113(3), 949-963.
- BUA, G., PRADELLI, J., & PRESBITERO, A. F. (2014). *Domestic public debt in low-income countries: Trends and composition*. IMF Working Paper No. 14/162.
- CASSIMON, D., & VERBEKE, K. (2014). *Debt sustainability in fragile states*. Development Policy Review, 32(3), 293-312.

- CLEMENTS, B., BHATTACHARYA, R., & NGUYEN, T. Q. (2005). *Can debt relief boost growth in poor countries?*. IMF Economic Review, 52(1), 1–24.
- COLLIGNON, S. (2012). *Fiscal policy rules and debt sustainability in the Euro area*. European Parliament.
- DABLA-NORRIS, E., & BAL GÜNDÜZ, Y. (2010). *Exogenous shocks and debt sustainability in low-income countries*. IMF Working Paper No. 10/24.
- DUFRÉNOT, G., & MIGNON, V. (2011). *Fiscal sustainability in developing countries: A panel data analysis*. Journal of Development Studies, 47(12), 1795–1816.
- EBERHARDT, M., & PRESBITERO, A. F. (2015). *Public debt and growth: Heterogeneity and non-linearity*. Journal of International Economics, 97(1), 45–58.
- FACILECO, Le grand nom et courant de l'économie, <https://www.economie.gouv.fr/facileco/john-maynard-keynes>
- HUIDROM, R., KOSE, M. A., & OHNSORGE, F. (2022). *How does debt affect growth? Evidence from emerging markets*. World Bank Policy Research Working Paper No. 10112.
- IMF & World Bank. (2023). *Joint Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries*. Washington, DC.
- IMF. (2021). *Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries*. International Monetary Fund.
- IMF. (2022). *Sub-Saharan Africa Regional Economic Outlook: Navigating Uncertainty*. Washington, DC.
- KAMGNIA, B. D. (2008). *Soutenabilité de la dette publique en Afrique centrale*. Revue d'économie du développement, 22(2), 5–30.
- KHARROUBI, E. (2007). *Illiquidity, insolvency, and debt sustainability*. Bank for International Settlements Working Paper No. 237.
- KOSE, M. A., Nagle, P., OHNSORGE, F., & SUGAWARA, N. (2020). *Global Waves of Debt: Causes and Consequences*. World Bank.
- BOSONGA, Manuel d'économétrie, B Terabytes 2022
- MBAYE, S. (2019). *Debt sustainability in sub-Saharan Africa: A review of recent developments*. IMF Working Paper No. 19/153.
- NDIKUMANA, L., & BOYCE, J. K. (2011). *Africa's odious debts: How foreign loans and capital flight bled a continent*. Zed Books.
- OSTRY, J. D., GHOSH, A. R., & ESPINOZA, R. (2015). *When should public debt be reduced?*. IMF Staff Discussion Note No. 15/10.
- PANIZZA, U., & PRESBITERO, A. F. (2013). *Public debt and economic growth in advanced economies: A survey*. Swiss Journal of Economics and Statistics, 149(2), 175–204.
- JORION, P., *L'Implosion. La finance contre l'économie : ce qu'annonce et révèle la crise des subprimes*, 2008, Fayard, Paris
- JORION, P., *Vers la crise du capitalisme américain?*, 2007, La Découverte, Paris
- PRESBITERO, A. F. (2012). *Total public debt and growth in developing countries*. European Journal of Development Research, 24(4), 606–626.
- REINHART, C. M., & ROGOFF, K. S. (2010). *Growth in a time of debt*. American Economic Review, 100(2), 573–578.
- TAPSOBA, R. (2012). *Do budget institutions matter for fiscal performance in sub-Saharan Africa?*. IMF Working Paper No. 12/180.
- UNCTAD. (2020). *From debt resolution to sustainable development*. United Nations Conference on Trade and Development.
- World Bank. (2020). *Global Economic Prospects: Slow Growth, Rising Risks*. Washington, DC.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reyhler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSN : 2790-3095 (impr.)
N° ISSN : 2790-3109 (ligne)

